

samedi 13 octobre 2007

CAMEROUN : LA SUCCESSION DE PAUL BIYA EN QUESTIONS

D'une succession à l'autre, on peut assister à des événements p



parfaitement similaires comme on peut vivre des faits nouveaux. Pour n'avoir pas liquidé la succession de son prédécesseur, Paul Biya cours le risque de voir la sienne propre sérieusement hypothéquée. Quand les héritiers d'Ahmadou Ahidjo hypothèquent la succession de Paul Biya!

En janvier 1947, Ahmadou Babatoura Ahidjo est élu à l'Assemblée représentative du Cameroun (ARCAM), au compte de la circonscription Benoué et au terme d'un second tour de l'élection dont le premier tour s'est tenu le 22 décembre 1946. Homme plutôt effacé et même timide, il gravira pourtant tous les échelons de la vie politique camerounaise jusqu'à la magistrature suprême : Président de l'Assemblée territoriale en 1957, Premier ministre en 1958, Président de la République en 1960. Il démissionne en 1982 en prenant tout le monde de court et en laissant de nombreux orphelins politiques. On gardera de lui, la grandiloquence du ton de ses discours et la main de fer avec laquelle il enserra le Cameroun et les Camerounais, une fois qu'il était sûr de tenir la réalité du pouvoir : "Je suis un homme... Je suis un homme pragmatique qui hait le dogmatisme" disait-il au cours d'une interview. Le 22 juillet 2007, Mohamadou Badjika Ahidjo, fils aîné de l'ancien président camerounais, est élu député de la circonscription de Garoua Ouest à l'Assemblée nationale du Cameroun. La liste des municipales qu'il conduisait à Benoué II a aussi été victorieuse. Et c'est désormais son épouse, Oumoul Koulthoumi Ahidjo qui préside aux destinées de cette commune. C'est donc un vrai triomphe pour ce rejeton d'Ahmadou Babatoura Ahidjo qui, soixante ans après lui, entame lui aussi son parcours. Et que répond t-il lorsqu'on l'interroge sur cet entame triomphale : "Je veux juste avoir l'expérience parlementaire. Il faut se frotter à toutes les réalités, surtout en matière politique (...) Mon père a eu un parcours singulier (...) Demain, je serai peut-être quelqu'un d'autre. Et si le destin me conduit sur les pas de mon père, je ne pourrais que me réjouir". Appréciez la réserve dans le propos et une certaine modestie du ton : du Ahidjo tout craché. Si l'on se laisse tenter par la théorie du préétabli qui voudrait que les élections au Cameroun relèvent d'une pure mascarade, les résultats étant connus d'avance du pouvoir qui aurait la possibilité de faire élire député qui il veut, même au sein des partis d'opposition. Une théorie,

malheureusement très répandue chez les Camerounais surtout de la diaspora. Cette théorie, je ne la partage bien évidemment pas à cause de sa valeur annihilante qui finit par conduire au renoncement. Et le résultat justement c'est le très fort taux d'abstention observé lors des dernières élections législatives partielles où certaines sources avancent des chiffres d'abstention avoisinant les 80%.

Alors, si on se laisse tenter, disais-je, par cette théorie, on dirait que l'arrivée de Mohamadou Badjika Ahidjo à l'Assemblée nationale - après une dizaine d'années passées à la tête du conseil municipal de Garoua - parce que voulu par le pouvoir, n'est pas du tout un fait banal. Ceci, en raison du fait qu'il est le fils et finalement l'héritier d'Ahmadou Babatoura Ahidjo qui, selon la version largement répandue, offrit gracieusement le pouvoir à Paul Biya. Il faut prendre en compte ici, l'opinion de ceux qui pensent qu'au fonds de lui-même, Paul Biya sait qu'il doit une dette colossale à Ahmadou Ahidjo et qu'un jour ou l'autre il cherchera à l'effacer avant qu'ils ne se rencontrent là bas où vont toujours les Hommes.

Maintenant que l'héritier biologique et naturel d'Ahmadou Ahidjo, et non point seulement héritier politique comme les autres, vient d'investir la capitale Yaoundé comme son père il y a 60 ans. Ceci, au moment où des groupes aux dénominations de "G" quelque chose, ou tout simplement des réseaux plus ou moins brumeux s'activent à Yaoundé pour succéder, à l'échéance 2011, à Paul Biya, lui-même successeur constitutionnel d'Ahidjo. Au moment où un nouveau locataire plutôt déménageur et gaulliste pur sang vient de s'installer à l'Elysée. A quelques jours de la première rencontre entre le Président Français Nicolas Sarkozy et Camerounais Paul Biya.

N'est-il pas temps de jeter un regard rétrospectif sur les deux dernières transitions politiques au Cameroun. D'abord pour donner un éclairage aux prétendants à la magistrature suprême d'aujourd'hui et ensuite comprendre enfin les ressorts de la saga des héritiers d'Ahidjo qui a si souvent rythmé la marche du Cameroun depuis 1958. Je préfère parler des héritiers d'Ahidjo parce que à mon sens, la succession – politique s'entend - de ce dernier, prise dans des convulsions prévisibles, n'a jamais pu être liquidée. C'est vrai que certaines personnes avaient voulu y introduire une dimension tribale d'abord en présentant le parti Undp comme le cadre de regroupement des héritiers d'Ahidjo. Une démarche qui avait séduit les gens comme Samuel Eboua qui avait même réussi à se faire porter à la tête du parti. Ensuite, en faisant croire que ne pouvait être vrai héritier d'Ahidjo que celui qui se sentait à l'aise dans une gandoura et qui pouvait bien visser une chéchia sur sa tête. C'est en s'appuyant sur cette thèse que les "porteurs de gandoura" avaient réussi à débarquer Samuel Eboua au cours du fameux congrès de Garoua. Face à l'argument de ceux qui pensent qu'un vrai successeur d'Ahidjo doit porter la gandoura, Paul Biya à qui échoit finalement l'héritage politique d'Ahidjo et qui pourtant n'a jamais essayé une gandoura, répond souvent avec une pointe de raillerie : "Mais avant de me donner le pouvoir, Ahidjo les voyait avec leur gandoura non?"

Aujourd'hui, paysage politique camerounais a sérieusement évolué par rapport à ce qu'il était en 1982, lors de la seconde transition, par exemple. Mais nous ferons comme en économie en bloquant d'autres variantes et en supposant toute chose égale par ailleurs. Il faut d'ailleurs dire qu'au vu des résultats des dernières élections au Cameroun avec le ras de marée du Rdpc, on peut croire que le pays de Paul Biya avance inexorablement et malheureusement vers un parti unique de fait. Donc on retombe pratiquement dans la situation de 1982.

AHIDJO,

COMME

UN

SPHINX

En 1958, André Marie Mbida, arrivé à la tête du gouvernement camerounais un an auparavant fatigue déjà les Français par ses prises de position tranchées, son impatience dans le règlement de la rébellion qui ensanglante le pays Bassa depuis quelques années. Il agace surtout par son affirmation indépendantiste sur certains sujets. La France s'apprête au Cameroun à accorder

une indépendance en trompe œil comme d'ailleurs dans la majorité de leurs colonies. Il leur faut des hommes sûrs et surtout maîtrisables. Pour la France, Mbida est fougueux, brutal et finalement imprévisible. Il ne fera pas l'affaire. Il faut le virer. La France a repéré dans la classe politique camerounaise, un homme "étonnement muet, effacé et respectueux de la hiérarchie", comme le relève Noumbissie M'Tchouake. Cet homme, c'est Ahmadou Babatoura Ahidjo "considéré par ses adversaires comme un paresseux". Ce qui était paradoxalement un plus à la panoplie des atouts qu'il présentait déjà. C'est donc sur ce Peul originaire de Garoua, qui a tout de même un parcours politique honorable et qui dirige le second groupe à l'Assemblée territoriale, que la France jette finalement son dévolu pour se débarrasser de l'encombrant Mbida. Mais pour arriver à imposer son candidat, la France doit d'abord manœuvrer pour faire tomber le gouvernement Mbida et ensuite manœuvrer pour éliminer tous les autres concurrents sur la ligne de départ. Le renversement du gouvernement Mbida a été obtenu grâce à la manœuvre de la "démission collective". Elle a consisté pour Ahmadou Ahidjo à démissionner du gouvernement avec tous les membres issus de ses rangs. C'est pour cela que, le malfrat revenant toujours sur le lieu du crime, il tenta en 1983 d'utiliser la même manœuvre contre son successeur Paul Biya en demandant à son filleul et Premier ministre Maïgari Bello Bouba de démissionner avec tous les ministres originaires du Nord à l'issue du gouvernement du 18 juin 1983. Mal lui en prit parce que Biya n'était pas Mbida et le contexte de 1983 était très différent de celui de 1958. En France, François Mitterrand, est désormais aux affaires. Il est le pire ennemi politique de De Gaulle qui avait intronisé Ahidjo en 1958. Il est intéressant de savoir que le 18 juin 1983, date du gouvernement de défi de Paul Biya, rime avec une date (18 juin 1940) très chère au Général De Gaulle et à tous les Gaullistes. Il faut aussi relever que Mitterrand choisi d'atterrir au Cameroun le 20 juin au lendemain de ce remaniement ministériel controversé et à haut risque. Il y effectua une visite officielle de deux jours pour, disent certains introniser à son tour

Paul

Biya.

L'autre équation qui se posait à la France en 1958 consistait à neutraliser les autres concurrents d'Ahidjo. Ils avaient pour noms :

Paul Soppo Priso : Certains Français se laissent charmer par les allures débonnaires de ce bon Douala qui tel un chat se préoccupera plus à lécher et lustrer ses poils qu'à s'engager dans des batailles qui pourraient les ébouriffer et dégrader ainsi sa mise. Soppo dispose des atouts certains. Il a été Président de l'Assemblée territoriale. Il est issu d'une ethnie très minoritaire mais qui a su conserver son identité. Soppo est même approché au cours d'une réunion à Paris pour succéder à Mbida, mais il esquivait par calcul. Il connaît la situation du pays particulièrement explosive. Il veut une personne pour essayer les plâtres et lui viendra en recours.

Daniel Kemajou : En 1958, il est le Président de l'Assemblée territoriale du Cameroun. C'est un homme courageux. Il le montrera d'ailleurs par son "non" aux pleins pouvoirs à Ahmadou Ahidjo en 1959. Mais il est un peu trop imbu de son statut de prince puis de chef traditionnel de Bazou. Il dispose lui aussi des atouts mais il est fortement desservi par un contentieux qui oppose les Bamiléké, ethnie dont il est issu, à la France. Et ce contentieux, en quoi consiste-t-il? Il se trouve tout simplement que les Français, qui s'apprêtent à jeter les bases de l'exploitation du Cameroun connu aujourd'hui au niveau continental sous le nom de francAfrique, ont trouvé en les Bamiléké, déjà très impliqués dans les affaires, des concurrents qui pourraient sérieusement les gêner. Ils ont donc véhiculé un certain nombre de clichés qui tendaient tous à démontrer que ce n'était pas bon pour le Cameroun qu'un Bamiléké en soit le Président. Des clichés qui courent encore à ce jour.

Arouna Njoya : Comme les autres, il a été représentant à l'Assemblée de l'Union française et au Sénat français. C'est un homme très charismatique qui réussira en 1961 à réunir, chez lui à Fouban les protagonistes des deux Cameroun (francophone et anglophone), dans la

conférence de la réunification. Nji Monkouop par son père, c'est-à-dire oncle du roi, Njoya Arouna est très populaire dans le pays Bamoun en raison de sa contribution au maintien du royaume que les Français voulaient disloquer pour lui faire payer au Sultan Ibrahim Njoya sa fidélité aux Allemands. L'autre atout de Njoya Arouna c'est la position charnière des Bamoun qui, présentés comme les cousins des Bamiléké, disposent de liens très solides avec le Nord musulman dont ils ont épousé la religion. Mais malgré tout cela, il ne dit vraiment rien aux Français comme vrai recours. Et d'ailleurs lui-même se plaît plus dans des rôles de médiateur que celle d'un vrai leader ambitieux.

Charles Okala : Il a été représentant du Cameroun au Sénat français. Il a été plusieurs fois ministre. Si on avait voulu préserver les équilibres régionaux et même intellectuels, Okala aurait été la personne la mieux indiquée pour remplacer Mbida à la primature. Originaire de Ntui, il se trouve à quelques encablures seulement d'Obala, le fief d'André Marie Mbida. De même, il est séminariste ayant suivi des études générales et religieuses comme Mbida. Comme lui d'ailleurs, il est convaincu qu'ils sont supérieurs aux autres issus de l'école primaire supérieure. Et cette assurance agace les Français et finira par le disqualifier.

Charles Assalé : C'est un syndicaliste originaire de la région d'Ebolowa dans le Sud ayant été proche de l'Upc. Il est populaire dans son fief et dispose d'une capacité de nuisance certaine. Mais très peu de personnes le prennent au sérieux, surtout pas comme dirigeant de haut niveau.

Après donc la chute du gouvernement Mbida en janvier 1958, après la manœuvre de la démission collective des ministres du groupe Ahidjo, les Français avaient constaté que les autres leaders tardaient à rallier Ahidjo et le risque de voir Mbida rallier le Sud Cameroun à sa cause et même de ressusciter était grand. C'est alors que la France actionna la seconde manœuvre. Il s'agit en fait d'un leurre qui a pourtant magistralement marché. La France a fait courir le risque de la partition du Cameroun en deux afin que Ahmadou Ahidjo, leur candidat préféré, gouverne sur le Nord. Les Français étaient parfaitement au courant du patriotisme presque épidermique des leaders camerounais de l'époque pour qui le Cameroun devait être un et indivisible. Ils se sont donc sentis atteints dans ce qui leur est de plus cher : la Nation camerounaise. Ils ont tenu à régir pour la préserver. C'est ainsi qu'à l'initiative de Paul Soppo Priso, une réunion fut tenue dans sa villa campagnarde de Bonapriso. On y retrouvait Ahmadou Ahidjo et tous les leaders cités ci-dessus sauf bien sûr André Marie Mbida contre qui était dirigée la conspiration. Là bas, ils ont joué sans le savoir une pièce de théâtre écrite et mise en scène par la France et qui a consisté en l'adoubement d'Ahmadou Babatoura Ahidjo. Tous avaient une seule préoccupation en tête : préserver l'unité territoriale du Cameroun. Bien entendu, au cours de cette réunion, Ahidjo se montra plus muet et effacé que jamais. En fait il s'agit d'une stratégie propre aux Peuls et qui consiste à dissimuler au plus ses intentions au risque même d'être pris pour un niais. Mais ce qui est sûr c'est qu'ils n'oublient jamais le chemin qui mène à leur objectif qu'il finit par saisir comme un fauve attrape sa proie. C'est Moussa Yaya Sarkifada, leader politique camerounais et lui-même Peul qui nous éclair sur cette stratégie et sur sa mise en œuvre au cours de cette période de transition : "Ils (les autres leaders) nous prenaient pour des idiots et c'est comme ça que nous jouions plus encore à l'idiot pour les perdre. Ils nous appelaient "Maguida" (référence faite ici à une race de vendeurs ambulants originaires du Nord qui écumaient les villes du Sud et dont la légende disait qu'ils étaient en fait des fantômes des personnes mortes parce que "vendues" dans la sorcellerie. On disait aussi qu'ils avaient des pattes de chèvre et c'est pourquoi ils portaient de longs boubous pour les cacher). Ils se moquaient de nos gandouras qu'ils prenaient pour des robes et c'est comme ça aussi qu'ils nous assimilaient aux femmes. Mais nous ne nous laissions pas distraire. Le jour où nous avons senti que nous détenions la réalité du pouvoir, il était trop tard pour eux. C'était désormais à nous de jouer et à eux de danser", révèle Moussa Yaya, un rien

trionphant.

Lorsque j'ai lu un bref portrait de Mohamadou Badjika Ahidjo par Olivier Mbellé, journaliste à la Nouvelle Expression lors de la première session parlementaire après les législatives du 22 juillet 2007, j'ai tout de suite perçu cette identité Peule : "Très discret et d'une sobriété légendaire, le nouveau député de la Benoué, Mohamadou Badjika Ahidjo, était loin du champ visuel des cameras", écrit le journaliste. En fait lorsqu'on observe Badjika, il a un regard fuyant, un sourire écrasé et une silhouette particulièrement frêle. Il me souvient que je m'étais étonné devant cette indolence de Djika et je m'étais ouvert à Moussa Yaya. Il m'avait dit ceci : "Son père était exactement comme lui. Et pourtant, il a fait le parcours politique que tu connaît". Ce parcours qui l'a conduit au sommet de tous les pouvoirs jusqu'à sa démission mystérieuse de novembre 1982.

AHIDJO,

LE

MALIN

Lorsqu'il décide de se retirer de la scène politique en 1982, Ahmadou Ahidjo n'a pour sa part aucun doute sur le règlement de sa succession qu'il a longtemps mûri dans le secret le plus absolu. Il l'a voulu pacifique et réglé comme sur du papier à musique. Mais les choses n'étaient pas aussi sereines que l'actualité de l'époque l'avait laissé penser. Malgré son casting presque public et l'adoubement officiel qu'il avait accordé à Paul Biya – d'abord comme premier ministre successeur constitutionnel et ensuite comme vice président du parti au congrès de la maîtrise à Bafoussam - pas moins d'une demi douzaine de noms circulaient qui prétendaient tous ou qui se laissent dire qu'ils étaient ses héritiers, les uns plus légitimes que les autres.

Paul Biya : C'est le candidat préféré d'Ahmadou Ahidjo. Il est à son image. Ses adversaires parlent d'un homme effacé et transparent. Les plus méchants le qualifient de la "non personne". Depuis 20 ans, Ahidjo l'a accueilli, dit-on, avec une lettre de recommandation de Louis Paul Aujoulat. Il l'a fait gravir tous les échelons administratifs de l'Etat et n'hésitant pas au besoin à l'exposer : Chargé de missions, directeur de cabinet civil du Président de la République, Secrétaire Général de la Présidence de la République, Premier ministre, successeur constitutionnel. On était en plein dans une monarchie constitutionnelle. D'après Moussa Yaya qui savait parfaitement de quoi il parle, Paul Biya avait réussi haut la main à tous les tests :

- Le test du pouvoir : Rien dans son attitude ne laissait montrer qu'il était dans une posture d'attente du pouvoir. Ou encore qu'il marquait une quelconque impatience. Par son comportement au quotidien et la configuration de son entourage, il avait aussi pu convaincre Ahidjo de ce qu'il n'était pas tribaliste. Paul Biya est un serviteur fidèle. Il n'est pas un courtisan. C'est ainsi qu'il n'avait jamais porté la gandoura comme certains de ses congénères;
- Le test de l'argent : On ne lui connaissait aucune fortune et aucune volonté d'en acquérir malgré les dossiers financiers qu'il avait traité et sur lesquels il pouvait se laisser tenter par l'affairisme. On lui reconnaissait une villa bien modeste dans le quartier Anguissa.
- Le test de la femme : Bien qu'il ne fut pas qu'un prélat en la matière, force est de reconnaître que Paul Biya ne s'était pas offert le droit de cuissage sur les femmes, y compris mariées, comme beaucoup de ses collègues de l'époque. Il était très attaché à sa femme et d'aucuns n'hésitaient pas à dire qu'elle le dominait.

Ainsi, ce qui pouvait être considéré comme des faiblesses de Paul Biya par ses concurrents, étaient transformé en atouts majeurs par un Ahidjo qui avait d'autres calculs en tête.

Ayissi Mvodo Victor : À la différence de Paul Biya, Victor était plus activiste et même tonitruant. Pour avoir été secrétaire politique de l'Unc, il était plus politique que Biya qu'il se plaisait à défier, les deux partageant la même aire géographique qui était alors le Centre-Sud. Une légende, pas toujours vérifiable, comme toutes les légendes d'ailleurs, voudrait qu'il ait

giflé l'actuel président camerounais au cours d'une altercation portant justement sur la succession d'Ahidjo.

Ahidjo se montrait agacé par les manœuvres politiciennes d'Ayssi Mvodo. Il vivait très mal le fait que Victor utilise sa position de pouvoir pour "brimer ses frères". Il se montrait aussi bien amusé par les attitudes courtisanes qui obligeaient Ayssi Mvodo à se mettre très souvent en gandoura immaculé. D'aucuns disaient de lui que pour parler avec Ahidjo... au téléphone, il se croyait obligé d'enlever son chéchia. Mis au courant, Ahidjo aurait envoyé quelqu'un le vérifier sur place. Pour Ahidjo, Ayissi était un homme trop imprévisible pour qu'il garde le pouvoir chez lui.

Jeune reporter à "Challenge Hebdo", j'avais rencontré Ayissi Mvodo en 1993 dans sa villa de Mfou. Il était encore en réserve de la République. Lui ayant proposé une interview pour mon journal, il m'avait dit de repasser dans quelques jours, le temps pour lui de consulter les siens. J'étais repassé quelques jours après et il m'a dit qu'après avoir consulté les siens, il n'était pas possible pour lui de m'accorder l'interview. Plus tard, je l'ai vu se relancer en politique dans l'optique d'en découdre une fois pour toute avec Paul Biya. Il est mort presque en plein vol à quelques mois de l'élection présidentielle de 1997 après avoir fait rêver plus d'un déçu du Biyaïsme.

Eboua Samuel : C'était un bon commis de l'Etat et beaucoup ont pu dire qu'il était le préféré de Mme Ahidjo dans cette course vers la succession. Sa fidélité à Ahidjo ne souffrait d'aucune contestation. Mais Ahidjo lui-même n'appréciait pas le caractère parfois belliqueux de Samuel Eboua qui, dans son entourage, avait décidé d'ouvrir ouvertement la guerre contre Paul Biya et Moussa Yaya. Il pensait que pour exister, il eût fallu que ces deux personnes disparaissent. Or, chacun d'eux avait un rôle bien précis à jouer auprès d'Ahidjo et on peut même dire qu'ils lui étaient indispensables. Ahidjo l'aimait bien Eboua. Mais pas au point de sacrifier les autres pour ses beaux yeux.

Samuel Eboua a été aussi largement desservi par le conflit foncier qui l'opposait aux Bamiléké dans son Moungo natal. Ahidjo voyait dans ses agissements, les germes du tribalisme qu'il voulait absolument éviter au Cameroun.

William Aurélien Eteki Mboumoua : Dans le regard d'Ahidjo, Eteki lui rappelait Soppo Priso qu'il avait réussi à confiner aux affaires et qui finalement lui manquait en politique. Eteki était d'ethnie Douala comme Soppo et avait même fini par devenir son beau fils. Plusieurs fois, Ahidjo avait voulu lui mettre le pied à l'étrier. Mais à chaque fois il était découragé par les attitudes empreintes de trop de fierté d'Eteki. C'est vrai qu'il n'appréciait pas particulièrement les courtisans, mais aussi Ahidjo ne voulait pas non plus de collaborateurs trop suffisants.

En 1965, Ahidjo vire Eteki du gouvernement sans raison suffisante, juste pour voir ce qu'il va faire. Ce dernier en profite pour prendre ses vacances et va s'installer à Paris. A sa place, d'autres seraient en train de pleurnicher à Yaoundé et de tourner autour du pouvoir pour espérer un retour. Intrigué par l'attitude de Eteki, Ahidjo le rappelle au pays et finit par le nommer ministre chargé des missions à la Présidence de la République.

En 1980, au congrès de Bafoussam, Ahidjo a bien voulu introniser Eteki Mboumoua au niveau du parti. Mais il y a renoncé à la dernière minute, on ne saura jamais pourquoi.

Maïgari Bello Bouba : Ce prince de Baschéo avait presque été copté à partir du berceau politique par Ahidjo qui l'avait tout de suite pris sous son aile. Ils étaient comme ça un certain nombre de prince ou princesse que Ahidjo, plutôt roturier, était obligé d'adopter dans le Nord encore très féodal pour se faire accepter dans des lamidats où s'imposer par la force pouvait lui être fatal.

Pour Ahidjo, Maïgari Bello Bouba n'était pas à proprement parler, un dauphin mais plutôt un jeune loup qui avait encore à faire ses dents pour, un jour, s'attaquer aux grandes proies. Dès sa cooptation, il l'avait tout de suite pris à ses côtés comme secrétaire général adjoint de la

Présidence de la République, question de l'habituer aux dossiers. Il savait que sa démission fera beaucoup d'orphelins dont Bello. Pour sa part, Bello qui savait qu'il doit tout à Ahidjo ne manageait nullement sa fidélité à son endroit. Il est prêt à tout pour lui faire plaisir. Surtout quand il croit que c'est Ahidjo qui l'a propulsé au poste de Premier ministre un certain 6 novembre 1982, dernière marche vers la magistrature suprême.

Issa Adoum : C'est un des volatiles de la basse-cour d'Ahidjo. Originaire de l'actuel extrême Nord, c'est l'un des enfants qu'Ahidjo avait pris sous sa protection en raison des relations qui le liaient à son père. Pour les adversaires de Issa Adoum, il ne valait même pas un poussin. Mais lui-même se prenait pour un coq. Personnage présenté comme brouillon et prétentieux, Issa Adoum était le chef de file d'un groupe composé essentiellement de militaires. Pris dans le piège du coup d'Etat d'avril 1984, ils avaient tous été passés par les armes.

Mohamadou Badjika Ahidjo : Son allure plutôt frêle ne le laisserait jamais soupçonner. Pourtant, Badjika est un militaire. Peut-être c'était un moyen pour son père de le requinquer un peu. Peut-être voulait-il imiter certains rois arabes de qui il était si proche. Mais on ne connaissait pas de tendance monarchique à Ahmadou Ahidjo. Il rêvait plutôt d'une position de grand timonier.

Ce qui est vrai c'est qu'Ahidjo ne pouvait pas se faire succéder par son fils. C'était même un sujet tabou chez lui. Ahidjo était très soucieux de l'équilibre régional du Cameroun. C'est donc clair que Badjika ne pouvait pas succéder à Ahidjo, son père. Qu'en sera t-il de Paul Biya, son tonton?

PAUL BIYA, LE MALIN ET DEMI

Mais revenons en 1982 pour revivre les moments intenses de la transition. L'idée répandue à ce jour est que Paul Biya avait été pris de cours par le pouvoir qui lui tombait presque dessus. Certains vont même jusqu'à dire qu'il avait pleuré en suppliant son mentor de lui épargner une telle responsabilité. Si jamais il se trouve qu'il l'avait fait réellement, ce devait être plus par convenance que par une quelconque peur de la responsabilité. Il paraît que les responsables politiques de l'époque, surtout ceux qui étaient autour d'Ahidjo avaient parfois la larme facile, surtout lorsqu'ils se retrouvaient en face du grand camarade. Ceci avait pour lui l'avantage de doper sa puissance. En tout cas, beaucoup pensent qu'il n'était pas préparé à assumer la fonction suprême qu'Ahidjo lui avait accordée.

Aujourd'hui, et en observant comment les événements s'étaient enchaînés, on peut affirmer avec une marge d'erreur très faible que non seulement Paul Biya attendait le pouvoir, mais qu'il s'était préparé à l'assumer. C'est vrai que la tentation est grande de faire valider la thèse de l'impréparation en faisant valoir les contre performance du Cameroun depuis bientôt deux décennies. Mais ce n'est qu'une coïncidence malheureuse.

A partir de 1975 et depuis la primature où il était pratiquement en réclusion, Paul Biya savait qu'un jour ou l'autre son heure sonnera. Et lorsque cette heure sonnera, rien, mais alors rien n'entravera sa marche vers le trône. Et c'est Moussa Yaya qui traduit parfaitement cette ambiance : "J'ai vu Ahidjo se débarrasser du pouvoir comme une personne dégage la fourmi qui l'a mordu et qui reste accroché à sa peau".

A la primature, alors qu'il subissait pratiquement une traversée de désert, Paul Biya s'était entouré d'un certain nombre de jeunes cadres de tous les corps de l'administration et de toutes les régions. Certaines de ces personnalités sont d'ailleurs encore à ses cotés aujourd'hui. D'autres malheureusement tels René Owona ou encore Philippe Mataga sont depuis passés de vie à trépas. On y trouvait des économistes, des juristes, des agronomes, des administrateurs civils... Il attendait le pouvoir. Du pouvoir, Paul Biya n'avait pas une attente passive. Il avait une attente active, c'est-à-dire qu'il manœuvrait pour que les choses s'accélérent. Il le faisait

avec une telle subtilité que cela passait presque inaperçue. C'est ainsi qu'il avait anticipé la transition et savait plus que son mentor comment elle se passera. Il savait par exemple, pour avoir fait des études universitaires, que lorsqu'on reçoit le pouvoir de la façon dont il devait le recevoir, le parricide était absolument nécessaire pour le consolider. On peut dire de Paul Biya qu'il était finalement l'élève qui avait fini par supplanter le maître. Il a rusé plus qu'Ahidjo qui croyait être l'homme le plus rusé de tous les temps. Il lui a soigneusement caché son jeu. D'où l'accusation de fourbe que Ahidjo lui a portée : "Je me suis trompé. Le président Biya est faible. Mais je ne savais pas qu'il était fourbe et hypocrite". En parlant ainsi, Ahidjo s'est trahi. On peut en effet croire qu'il le savait faible et c'est d'ailleurs pour cela qu'il l'a choisi. Mais il ne voulait pas donner le pouvoir et le reprendre comme certaines personnes l'ont soutenu. Il était plutôt séduit par une position qu'il voulait occuper celle du grand timonier comme celle de Mao Tsé Toung qu'il admirait tant ou encore comme celle de l'Ayatollah Khomeiny. Il voulait être le guide. Il voulait être le recours. Il croyait que toute la classe politique allait continuer à venir se prosterner devant lui comme par le passé y compris

Paul

Biya.

Le conflit entre Biya et Ahidjo a d'abord commencé sur l'avion présidentiel pour ensuite embrayer sur l'affaire des dépendances de la résidence du lac. Après sa démission et l'investiture de Paul Biya, le président Ahidjo continuait à solliciter l'avion présidentiel pour ses déplacements. Le président Biya l'accordé une ou deux fois mais les faucons de son camp lui ont certainement dit que l'avion présidentiel était un attribut du pouvoir et que le laisser à Ahidjo pouvait sérieusement hypothéquer la consolidation de son pouvoir. Alors, un jour, Ahidjo a sollicité l'avion présidentiel et à la place on lui a envoyé un lot de billets de la Camair, la compagnie aérienne nationale. Ahidjo a piqué une colère noire et a considéré cela comme une grosse insulte. L'histoire des dépendances, c'est que dans le deal de la passation du pouvoir Ahidjo devait libérer le palais du Lac précédemment la résidence du premier ministre Paul Biya qui lui devait désormais occuper le palais présidentiel. Ahidjo devait rester à Yaoundé, le temps que sa fille termine ses études de médecine au Cuss. Il veut occuper la résidence mais elle n'est pas toujours libérée. Les dépendances continuent d'être habitées par les relations du nouveau président. En attendant, Ahidjo est confiné à la résidence des hôtes au sommet du Mont Febe à quelques encablures du palais présidentiel qu'il a abandonné. Il fait une première relance à Paul Biya pour que les dépendances soient libérées afin qu'il réintègre la résidence. Mais des semaines passent et puis des mois, rien! Ahidjo tempête : "Mais j'ai cédé tout le pays à Biya! Comment c'est si difficile pour lui de me donner une résidence où je vais attendre la

soutenance de ma fille". Lorsqu'on analyse le problème au fond, on comprend finalement que c'est juste un problème d'humeur comme on en rencontre tout les jours dans les relations humaines qui a dégénéré en raison de la complexité du réseau en place. Les complots et tout ce qu'on a pu voir par la suite n'étaient nullement la cause mais plutôt la manifestation des sautes d'humeur entre un mentor et son filleul. La cohabitation entre les deux hommes, parce qu'elle était génératrice de ce qu'on a pu appeler bicéphalisme, n'était plus possible sans heurt. Et çà, c'est Ahidjo qui a manqué le niveau intellectuel pour comprendre ces choses un peu compliquées de la science politique. Il lui suffisait de lire et assimiler par exemple "Le Roi Lear" de Shakespeare pour comprendre que le pouvoir ne se garde pas chez un autre. Même au Sénégal où une telle transition avait eu lieu un an auparavant et qui de toute évidence aurait sérieusement inspiré Ahidjo, tout laisse croire que si le président Senghor n'avait pas finalement choisi d'immigrer en France, on aurait connu le même scénario qu'au Cameroun. Tout cela parce que, au-delà des deux protagonistes que nous voyons et qui sont le prédécesseur et le successeur, il y a dans chaque camp, une troupe de faucons qui comme tous les faucons, sont là pour bagarrer et qui ne peuvent pas exister sans bagarre.

C'est vrai qu'au Cameroun, quand les hostilités avaient commencé, elles s'accompagnaient généralement de grandes manœuvres. Et c'est celui, ou le camp, qui avait le plus anticipé qui marquait aussi le plus des points. Deux faits permettent de comprendre l'anticipation de Paul Biya, ou de son camp, sur les événements : La nomination de Maïgari Bello Bouba et la mission de Moussa Yaya chez les Bamiléké.

La nomination de Maïgari Bello Bouba :

Lorsqu'il lui transmet officiellement le pouvoir le 6 novembre 1982, Ahidjo remet à Paul Biya une liste de personnalités qu'il souhaite voir entrer au gouvernement ou maintenus s'ils y sont déjà. Dans cette liste, le Premier ministre qu'il propose s'appelle Youssoufa Daouda. Officiellement, Paul Biya n'a rien contre lui. Et pourtant il convainc Ahidjo d'accepter Maïgari Bello Bouba à la place. Youssoufa Daouda est originaire du grand Margui Wandala, la région qui deviendra la province de l'extrême nord. Une zone sur laquelle, durant tout son règne, Ahidjo a imposé l'hégémonie islamo-peul sur les masses kirdi en les matant systématiquement à travers le gouverneur Ousmane Mey, un kotoko. Youssoufa n'est pas à proprement parlé un kirdi mais on peut voir dans sa nomination, la volonté d'Ahidjo, d'éloigner le pouvoir de Garoua et de faire comprendre aux kirdis qu'ils peuvent espérer. Mais Biya qui sait ce qu'Ahidjo peut gagner dans ce jeu là ne lui donne pas cette chance. En obtenant la nomination de Maïgari Bello Bouba, fils presque adoptif d'Ahidjo et originaire de Baschéo dans les environs de Garoua, il veut montrer aux Kirdis qu'aucun espoir n'est permis, du moins, pas avec Ahidjo qui continue avec son nombrilisme de Garoua. Et que si d'aventure, ils peuvent espérer à un quelconque salut, celui-ci ne viendra que de lui. Les choses se passeront exactement comme il a prévu. Au plus fort de la crise entre lui et son illustre prédécesseur Ahmadou Ahidjo, Maïgari Bello Bouba qui croit tout devoir de ce dernier ira présenter sa démission au Président Biya. C'est alors que celui-ci sortit la liste manuscrite du Président Ahidjo et lui dit ceci : "Nous tous connaissons l'écriture du patron. Vous voyez bien que ce n'est pas vous qu'il avait proposé au poste de premier ministre", lui dit-il. Maïgari Bello Bouba sortit de cet entrevu complètement bouleversé. Il ne savait plus s'il doit détester Ahidjo ou proclamer sa fidélité à Biya. C'est pourquoi, quelques mois après, il s'embarqua pour un exil au Nigeria alors qu'il n'était pas réellement menacé au Cameroun. La suite des événements montre bien que, pour combattre Ahidjo dans le Nord, Biya n'est pas passé par quatre chemins. Il a tout simplement opposé à l'hégémonie islamo-peule, la contre hégémonie kirdi notamment en favorisant l'émancipation de ces derniers. Le premier acte a été la nomination d'Ayang Luc, un Kirdi de surcroît chrétien pour remplacer Maïgari Bello Bouba au poste de premier ministre. Par la suite, il a créé la province de l'extrême nord, présentée comme fille aînée du Renouveau. C'est sur ce registre qu'il a fonctionné pour réduire l'influence islamo-peule à sa portion congrue dans la Nord.

Mission chez les Bamiléké :

En janvier 1983, Moussa Yaya, sur la demande du Président Ahidjo, alors président du parti UNC, fit une mission dans la province de l'ouest. Pour comprendre la genèse de cette mission, il faut remonter à la passation du pouvoir entre Ahidjo et Biya. Le président Ahidjo aurait attiré l'attention de son successeur sur les relations privilégiées qu'il doit absolument avoir avec les Bamilékés : "Si tu te brouilles avec eux, tu risquerais avoir de sérieux ennuis", lui aurait-il dit. Dans le cadre du parti, Ahidjo avait donc mis Moussa Yaya en mission pour savoir quel était l'état d'esprit des Bamiléké après sa démission et comment ils accueillaient le nouveau président. Il devait aussi les rassurer de ce que rien n'a en fait changé et que le deal qui les liait devait continuer. Moussa Yaya a fait la mission auprès des notabilités et des élites de l'Ouest. Mais quand il est revenu à Yaoundé, c'est d'abord chez Biya qu'il a déposé son rapport. Ahidjo qui a été mis au courant et qui peut-être sentait déjà la dégradation du climat politique, n'a pas digéré ce qu'il a considéré comme un acte de trahison de la part de Moussa Yaya. D'où le coup de colère qui a

conduit à l'éviction de Moussa Yaya du parti et de toutes les responsabilités en février 1983 : "Je suis remonté à Garoua comme j'étais descendu 25 ans auparavant", se souvient Moussa Yaya. Puisqu'il ne pouvait pas dire exactement ce qui s'est passé, Ahidjo a soutenu que Moussa Yaya était en train de manipuler dans le but de s'accaparer le parti : "Moussa Yaya est maintenant tout le temps fourré chez mes ennemis. Donc il veut ma mort", avait-il dit au cours de la réunion de réconciliation que le Lamido de Garoua avait organisé après le clash. Mais il faut démêler cette affaire pour mieux comprendre. Moussa Yaya n'avait jamais accepté la démission d'Ahidjo et le lui avait dit : "Vous ne pouvez quand même pas dire subitement que vous démissionnez et que vous donnez le pouvoir à Biya. Ce pouvoir là, nous l'avons construit ensemble. Nous sommes un certain nombre. Il fallait au moins nous réunir afin que nous voyions ce qu'il y a lieu de faire", avait dit Moussa Yaya à Ahidjo. Mais puisque Ahidjo s'était entêté et avait remis le pouvoir à Biya, Moussa Yaya qui ne pouvant pas s'épanouir trop éloigné du pouvoir, était en train de se régénérer dans le système Biya. Il n'hésitait même pas à se moquer d'Ahidjo : "Mais il dit qu'il a remis le pouvoir. Qu'est ce qu'il fait encore à Yaoundé, il faut qu'il parte", disait-il parlant d'Ahidjo et en sachant parfaitement que les propos lui seront rapportés. Ahidjo rétorquait que Moussa Yaya est un opportuniste : "Il est déjà fourré chez Biya". Donc, le rapport de la mission qui va d'abord chez Biya n'était que la goutte d'eau. A l'issue de cette affaire, Paul Biya, finalement le grand vainqueur, avait fait d'une pierre deux coups : il avait réussi à neutraliser Moussa Yaya dont la perspective de l'avoir aussi bien comme adversaire ou même comme allié le terrorisait pratiquement. Il avait réussi aussi à affaiblir Ahidjo en le brouillant avec son allié de toujours. Pendant la crise, une personne, qui était venu proposer à Biya de récupérer Moussa Yaya pour combattre Ahidjo, avait eu cette réponse mémorable de Biya : "Ahidjo m'enlève une épine du pied et tu veux que je me l'enfonce moi-même!?". Ces deux faits qui sont certes des détails mais des détails de poids, montrent bien que Paul Biya ou si vous voulez, le camp de Paul Biya de l'époque, avait bien une stratégie de conquête et de conservation de pouvoir. Ils avaient même un plan de lutte. Un tel appareillage ne s'élabore pas en deux jours et surtout pas dans la précipitation.

TROP DE PRETENDANTS POUR UN SEUL FAUTEUIL

Nous avons vu que pour ce qui est de la succession présidentielle au Cameroun, la France



avait joué un rôle prépondérant et même ouvert en 1958, ce d'autant plus que le Cameroun n'était pas encore indépendant et la France y exerçait une tutelle. En 1982, cette intervention de la France a été plus que discrète et même parfois imaginaire. Qu'en sera-t-il en 2011?

Selon Luc Sindjoun, "la succession présidentielle se déroule dans un marché des positions politiques, constitué par l'ensemble des relations concurrentielles entre acteurs du pouvoir d'Etat tissées autour du Président de la République. C'est celui-ci qui distribue les rôles et les positions de prestige, organise la proximité ou la distance vis-à-vis de lui. Dans un contexte d'autoritarisme, de monopole politique, le marché gouvernant est au cœur de la succession

présidentielle". Lorsqu'on regarde le paysage politique camerounais aujourd'hui, et lorsqu'on analyse la progression des acteurs et surtout le rôle central que joue Paul Biya, on peut dire que le décor est presque planté. En 1982, la victoire de Paul Biya - technocrate et homme du système qui n'avait jamais affronté une élection - sur Ahidjo, homme politique de race, traduisait et encait le triomphe des politiciens du décret. Elle marquait la primauté du modèle bureaucratique sur le modèle politique de succession. Il faut souligner que ce modèle bureaucratique et de promotion des politiciens du décret avait été développé par Ahidjo lui-même. Il le faisait parce qu'il avait peur de voir les politiciens de race se régénérer hors du système. Car, comme le souligne encore Luc Sindjoun en citant Bourdieu : "La logique du système bureaucratique vise la consécration des "gens sûrs" qui ne sont rien sans le système, qui n'ont rien d'extraordinaire, rien en dehors de l'appareil, rien qui les autorise à prendre des libertés à l'égard de l'appareil, à faire les malins". En clair, Ahidjo avait été victime d'un système que lui-même avait passé son temps à construire. Et c'est Moussa Yaya Sarkifada qui l'avait perçu avec une lucidité incomparable. Il avait le sens du flair et de la météo politique. En effet, lorsqu'Ahidjo reçoit Moussa Yaya en mi journée du 4 novembre 1982, il lui annonce sa décision de démissionner et de transmettre le pouvoir à Paul Biya. Passé le temps des surprises, Moussa Yaya l'avait clairement mis en garde en ces termes : "Monsieur le Président, pendant 25 ans, nous avons cousu un manteau de fer à ta taille et pour ta protection. Tu es en train de t'en débarrasser pour l'offrir à quelqu'un d'autre. Lorsqu'il l'enfilera et si par mégarde il se retourne contre toi, il aura forcément le dessus", lui avait-il dit. C'est d'ailleurs cette mise en garde qui avait résolu Ahidjo à garder la présidence du parti unique. Lorsqu'il est arrivé au pouvoir, Paul Biya a tenu à garder intact le modèle de promotion par décret qui lui avait porté bonheur. Cela donne aujourd'hui un système où on assiste à l'administration de la politique et à la politisation de l'administration. De tout temps, il fait primer ce modèle sur le modèle de légitimité populaire. La preuve, tous ceux qui sont placés en pôle position aujourd'hui dans son entourage et qui sont cités par des analystes politiques et des éditorialistes comme des hommes puissants ou des hommes de réseau n'ont jamais affronté le suffrage des électeurs. Ce sont tous des Dominique de Villepin tropicalisé que Sarkozy tançait en ces termes : "Il y a beaucoup de critiques à l'endroit des élus et de la politique, mais j'observe que ceux qui critiquent en général n'ont jamais été capables de se présenter à une élection, de se faire élire, et pire, de se faire réélire", déclare Sarkozy. Tous ceux qui gravitent autour de Paul Biya aujourd'hui et se battent pour le dauphinat ont une seule caractéristique : ils doivent tout au chef de l'Etat. Ils sont les poissons de son aquarium et dès qu'il les sort de là, ils manquent d'oxygène et meurt d'asphyxie. Lorsqu'on l'oublie, on le paie parfois très cher comme Titus Edzoa qui avait voulu s'affranchir. Qu'ils se nomment Laurent Ezzo, Marafa Hamidou Yaya, René Sadi, Jean Marie Atangana Mebara, Amadou Ali ou encore Ayang Luc, ils ont tous ce dénominateur commun : Sans Paul Biya et son appareil, ils ne sont rien. Ebenezer Njoh Mouelle ne l'avait pas compris en 1992 lorsqu'il avait été nommé secrétaire général du comité central du Rdpc, parti au pouvoir. Il avait sollicité le suffrage des électeurs et Paul Biya n'avait pas hésité à tirer les leçons d'une telle audace. Revenu au gouvernement en 2006, comme ministre de la Communication, après une longue traversée de désert, il avait continué à construire sa stature d'intellectuel et il a cru au discours d'ouverture en prenant quelques initiatives, il a été viré du gouvernement. Biya a dû se dire qu'il est un peu dur d'oreille ou des yeux, Ebenezer. Décidemment, le philosophe n'y comprend rien à la science politique bien tropicalisée. Aujourd'hui, beaucoup d'oiseaux parfois carnassiers, survolent le Cameroun, se prévalant des entrées à l'Elysée, à la Maison Blanche ou au 10, Dowding street à Londres ou encore dans quelques réseaux qui écument ce monde désormais mondialisé. Il faut seulement observer que

plusieurs de ces personnes sont depuis longtemps grillées à ces adresses et ne peuvent plus faire rêver que ceux qui vivent les choses de très loin. Mais ils continueront malheureusement à pantoufler au Cameroun et à vivre au frais du contribuable. Le moment venu, Paul Biya devrait quand tenter de régler sa succession. Compte tenu de tout ce qui précède, celui qui aura ses faveurs devra avoir le profil suivant :

- Il doit être sa propre fabrication, c'est-à-dire qu'il lui devra tout;
- Il ne doit pas avoir montré quelque velléité à rechercher une légitimité populaire;
- Il ne doit pas avoir des réseaux trop voyants et trop bruissants;
- Il doit avoir fait la preuve de sa patience et de son inutilité.

Compte tenu de ce profil, des gens comme Esso Laurent et René Sadi se détachent du lot. Mais le dernier pourrait être handicapé par sa surexposition au comité central du parti au pouvoir. C'est un homme de cabinet qui risque commettre des erreurs de jeunesse pour ce qui est de l'action publique. Ayang Luc, une autre personnalité particulièrement effacée rentre pourtant parfaitement dans ce profil. Pour avoir accepté de se laisser ensevelir au conseil économique et social, une structure en panne depuis plus de 20 ans, c'est qu'il a une force ou une faiblesse. Il est Kiridi, il a été premier ministre. Il est la quatrième personnalité du pays dans l'ordre des préséances et il a montré qu'il sait patienter, attendre son heure... comme Paul Biya. Dans la perspective du retour du pouvoir au Nord et pour atténuer les craintes de certaines personnes qui dans le centre et le sud parlent de la revanche inéluctable des islamo-peuls, Ayang pourrait être une solution peut-être intermédiaire. Bien entendu, d'autres surprises pourraient se produire et on pourrait assister à un vrai coup de théâtre. Mais nous aurions été bien naïfs et baignerions dans un angélisme béat si nous ne reconnaissons pas qu'un péril certain plane au dessus de cette succession présidentielle du fait de certaines personnes qui, justement dans cette perspective ont accumulé des fortunes colossales et qui seraient prêts à en découdre le moment venu. On se demande bien comment Paul Biya fera pour les neutraliser. D'aucuns parlent d'une vaste opération mains propres qui permettra ainsi de nettoyer les écuries. Maintenant que nous allons clore cette large parenthèse ouverte sur la succession présidentielle au Cameroun, nous pouvons ouvrir le champ de la réflexion pour constater que d'autres Camerounais, tout aussi de valeur qui se sont affranchi et qui n'ont plus rien à voir avec le système Biya ou qui n'en ont jamais fait partie, prétendent aussi à la magistrature suprême au Cameroun. Je pense à John Fru Ndi, à Adamou Ndam Njoya ou encore Sanda Oumarou. Ce qui veut dire qu'à l'échéance 2011 ou avant et, contrairement à 1982 où Ahidjo avait généré un successeur constitutionnel et l'avait imposé à tout le Cameroun, Paul Biya fournira plutôt un concurrent qui devra se jeter dans la bataille avec les autres concurrents au cours d'élections qu'on espère transparentes. Ce concurrent pourrait bien être Paul Biya lui-même.

L'avenir nous le dira.

Par Etienne de tayo
 Promoteur de "Afrique Intègre"
 Quelques sites visités :

<http://www.archive.lib.msu.edu/>
<http://www.assemblee6nationale.fr/>
<http://www.histoire-du-cameroun.com/>
<http://www.lanouvelleexpression.com/>
<http://www.polis.sciencespobordeaux.fr/>

Publié par [ETIENNE DE TAYO](#) à 13:50 

3 commentaires:

Anonyme a dit...

C'est super Etienne que tu aies pris le temps et de la peine de faire cet truc. I hope that you are doing well where you are at the moment.

[30 juin 2008 à 12:29](#)

marcelluswalace a dit...

Excellent article...
Mais Paul Biya mourra au pouvoir.
La bonne nouvelle est que toute sa clique avec lui. Si on s'en tient à la logique de l'article.

[15 septembre 2008 à 00:34](#)

Cyrille a dit...

C'est particulièrement inquiétant pour moi de constater que les camerounais attendent que le Chef de l'Etat se désigne un successeur. Nous ne l'avons donc pas compris? Dans un système démocratique c'est la transparence électorale qui désigne les successeurs. Au lieu d'attendre que le Président pointe son doigt sur quelqu'un, aidons-le plutôt à laisser au Camerounais une démocratie fiable et viable dans un pays de prospérité dont il s'emploie à favoriser l'émergence au milieu de gros requins qui ne rêvent que de l'avalier chaque jour. la jeunesse du RDPC est là pour le lui rappeler.

[26 juin 2011 à 11:02](#)